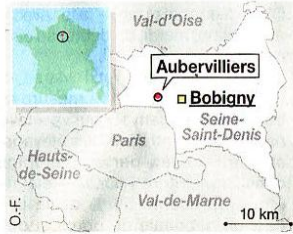


Municipales



Insertion des Roms : Aubervilliers montre la voie

La municipalité de Seine-Saint-Denis est la première en France à s'être lancée dans cette aventure. Six ans après, l'expérience fait des petits dans le pays.



Reportage

Avant la photo, Christian s'est éclipsé dans la salle de bains et en est ressorti quelques minutes plus tard, les cheveux luisants de brillantine. Sa femme, Maria, a préféré se mettre en retrait et tourner la tête. Elle postule pour un contrat à durée indéterminée dans le nettoyage et ne voudrait pas s'afficher.

Dans la grande pièce qui fait office de cuisine et de salon, le grand-père, Mircea, somnole sur sa chaise. Des trois enfants, seule la cadette, Andrea, 13 ans, a accepté de poser avec son père. Elle va à l'école Rosa-Luxembourg d'Aubervilliers et aimerait devenir serveuse dans un café.

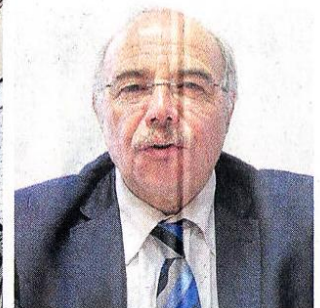
Éradiquer les bidonvilles

Si Christian et Maria avaient refusé de scolariser leurs trois enfants (Narcisse, 18 ans, qui prépare un CAP de mécanique, Denika, 16 ans, et la petite dernière, Andrea), ils n'auraient vraisemblablement pas pu intégrer ce village d'insertion. C'est une poignée de préfabriqués, trois pièces maximum, posés dans une zone industrielle près d'une autoroute et d'une ligne RER, carrés d'herbe et sol couvert de gravillon. Un palier vers l'intégration.

L'expérience a été lancée début 2007. Aubervilliers avance alors en pionnière. « Nous avons connu par le passé des bidonvilles, avec d'autres populations à l'époque, rappelle Pierre Salvator, le maire socialiste, de



Le village d'insertion d'Aubervilliers, ce sont des préfabriqués, trois pièces maximum. Le projet du maire PS, Pierre Salvator (en haut à droite), est né en 2007. Christian (ici, en bas à droite avec sa fille Andréa) y a installé sa famille.



Daniel Fourny

lointaine ascendance italienne. Et ça nous rend intransigeants sur l'éradication de ces bidonvilles. »

Pendant cinq ans, une vingtaine de familles Roms, une petite centaine de personnes, ont été hébergées dans ce village d'insertion. Un projet pris en charge par la région Ile-de-France, l'État et la Ville à qui cela coûte 150 000 € par an. « Bien moins cher que, par exemple, l'hôtel dans les cas de relogement d'urgence », souligne Christophe Auger, de l'Association logement jeunes, ALJ 93, mandatée par la mairie d'Aubervilliers pour suivre l'expérience. Chaque famille verse 50 € de loyer

par mois et jusqu'à 10 % des revenus lorsqu'un des membres de la famille a trouvé un emploi. Elle bénéficie d'un accompagnement pour la régularisation administrative, la recherche d'emploi, l'accès aux soins et à un logement, la scolarisation des enfants et l'alphabétisation des adultes. « C'est une réussite, se réjouissent Pierre Salvator et Christophe Auger. Trente-trois adultes et trente-quatre enfants ont bénéficié du dispositif, trouvé un travail dans l'hôtellerie, le bâtiment... un logement, passé un BEP, un bac... » En d'autres termes, ils sont entrés dans « le droit commun ».

De nombreuses villes de la région

parisienne, comme Montreuil, Saint-Ouen ou Saint-Denis, des capitales régionales comme Lyon, Lille, Marseille ou Bordeaux, suivent l'exemple d'Aubervilliers. « On est dans le projet de doubler la capacité d'hébergement du village, note Pierre Salvator. On y fera notre boulot avec les Roms qui sortent de bidonvilles mais aussi avec des Maliens ou des familles à la rue après un sinistre. » Le maire d'Aubervilliers rêve volontiers d'un maillage européen des structures d'hébergement et d'accompagnement social dédiées aux familles Roms.

M. P.

« Les villages d'insertion, ça va dans le bon sens, mais... »

Entretien

Alexandre Le Clève. Chargé de l'accompagnement des Roms auprès des collectivités à l'association Trajectoire.



Combien y a-t-il de Roms en France ?

On les estime à 17 000, répartis dans 400 campements informels. Des chiffres stables depuis quinze ans. La dernière vague migratoire des Roms

date de 1990. Il y en avait eu une précédente, venant de l'ex-Yougoslavie et juste après la Seconde Guerre mondiale, une vague qui s'était installée à Montreuil. Aujourd'hui encore, ils sont implantés majoritairement en région parisienne. Mais, depuis 2005, ils ont commencé à aller vers les grandes villes de province, comme Nantes, Lyon, Marseille, Lille...

Pourquoi leur intégration coince-t-elle autant ?

On peut faire le parallèle avec les bidonvilles des années 1960 et 1970. Les mêmes problèmes se posaient à l'époque. Sauf que les personnes concernées étaient portugaises, espagnoles, italiennes ou

maghrébines. On a répondu par les cités de transit, ce qui, au demeurant, n'était pas toujours une solution. Aujourd'hui, on semble découvrir une problématique qui a déjà existé. Il y a beaucoup de fantasmes autour des Roms. Sans compter le contexte économique et la crise du logement qui rendent difficiles l'intégration de cette population.

Les villages d'insertion, comme à Aubervilliers ou à Montreuil, sont-ils une solution ?

Cela va dans le bon sens à partir du moment il y a une stabilisation des lieux de vie, avec accompagnement social. Ce qui me dérange, c'est que ces villages sont présentés comme la

solution unique. Il existe ici et là des micro-expériences, comme à Indre, en Loire-Atlantique. S'il n'y a pas trop de publicité autour de ces initiatives, on peut obtenir des résultats assez satisfaisants. Dans le cas contraire, on peut avoir des crispations avec les riverains par exemple. On commencera à parler d'intégration avec la fin du statut transitoire qui limite l'accès au marché du travail pour les Roumains et les Bulgares (1).

Recueilli par
Marc PENNEC.

(1) C'est chose faite depuis le 1^{er} janvier. (Lire page 2)